

PRÉFET DE VAUCLUSE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Avignon, le 22 octobre 2019

Adresse postale

Services de l'Etat en Vaucluse
DREAL PACA
Unité Départementale de Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Adresse physique

DREAL PACA
Unité Départementale de Vaucluse
Cité Administrative
Bâtiment 1 - Porte B
Avenue du 7è Génie
84000 AVIGNON

Affaire suivie par :

Tél. : 04.88.17.89.10. – **Fax :** 04.88.17.89.48.

P1 - N° S3IC : 64-441
D-0135-2019-UD84-Sub1

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

- Objet :** Installations classées pour la protection de l'environnement.
Société VALOREF – Établissement de BOLLENE.
Proposition de mise en demeure de transmettre un dossier de réexamen au regard des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives au traitement des déchets.
- Réf. :** Courrier de l'inspection des installations classées en date du 4 avril 2019.
- PJ :** 1 projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.
1 copie de la lettre envoyée à l'exploitant.

1. Activités et situation administrative de l'établissement

La société VALOREF exploite sur la commune de BOLLÈNE un centre de transit et de traitement de déchets réfractaires.

Les activités de cet établissement, qui relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 11 octobre 1996 modifié, et classées notamment au titre des rubriques IED suivantes (la rubrique IED principale est signalée par une étoile *):

- 3510* - Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour,
- 3550 - Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540 [...] avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.

Les dispositions des articles R.515-58 et suivants du code de l'environnement, issus de la transposition de Directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles, dite « Directive IED », sont applicables.

2. Échéance de transmission du dossier de réexamen

En application de l'article R.515-71-I du code de l'environnement, en vue de la mise à jour des prescriptions applicables à l'établissement au regard des meilleures techniques disponibles, l'exploitant adresse au préfet un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD ou BREF) relatives aux activités couvertes par sa rubrique IED principale.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets (BREF WT - Waste Treatment) qui concernent l'établissement au titre de sa rubrique IED principale 3510, sont parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 17 août 2018.

Par conséquent un dossier de réexamen au regard des meilleures techniques disponibles était attendu de la part de l'exploitant auprès du préfet le 17 août 2019 au plus tard. Bien que l'inspection des installations classées ait envoyé un courrier de rappel de cette échéance en avril 2019 aux exploitants concernés de la région Provence Alpes Côte d'Azur, à ce jour, la société VALOREF n'a pas transmis le dossier attendu.

3. Conclusions et propositions de l'Inspection des installations classées

Au regard des enjeux que représente le réexamen susvisé pour la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles permettant de réduire au maximum et maîtriser l'impact environnemental des activités de l'établissement, l'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de signer l'arrêté préfectoral de mise en demeure ci-joint, fixant un délai de trois mois à l'exploitant pour respecter les dispositions de l'article R.515-71-I du code de l'environnement.

Conformément aux dispositions de l'article L. 171-6 du code de l'environnement, une copie du présent rapport et du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est transmise à l'exploitant par nos soins, via la lettre dont une copie est ci-jointe.

L'inspectrice de l'environnement,

Vu, adopté et transmis
à Monsieur le Préfet du Vaucluse